

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCRAM BANQUE

Société Anonyme au capital social de 70.000.000 €.
Siège social : 2, rue du 24 février – CS 90000 – 79092 Niort Cedex 9.
682 014 865. R.C.S. Niort.

A. — Comptes Sociaux 2018.

I. — Bilan.
(En Euros.)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banque centrale, CCP	195 920 928,01	167 504 030,73
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	116 990 715,59	104 316 200,85
Opérations avec la clientèle	884 137 985,05	860 663 565,30
Obligations et autres titres à revenu fixe	92 632 868,81	100 912 035,26
Actions et autres titres à revenu variable	120 825 354,21	132 206 932,27
Participations et autres titres détenus à long terme	11 084 933,25	11 672 356,37
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	3 025 457,13	1 850 721,91
Immobilisations corporelles	0,00	0,00
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	10 773 958,92	16 834 689,96
Comptes de régularisation	35 610 284,26	39 198 776,37
Total de l'actif	1 471 002 485,23	1 435 159 309,02

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Banque centrale, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	10 984 079,62	11 215 745,84
Opérations avec la clientèle	953 823 596,04	843 424 467,25
Dettes représentées par un titre	169 989 510,43	229 973 368,32
Autres passifs	38 211 865,50	42 167 182,21
Comptes de régularisation	15 443 985,57	27 401 096,77
Provisions pour risques et charges	513 276,69	492 420,00
Dettes subordonnées	53 183 979,27	56 260 194,11
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG	228 852 192,11	224 224 834,52
Capital souscrit	70 000 000,00	70 000 000,00
Primes d'émission	16 316 229,57	16 316 229,57
Réserves	135 000 000,00	132 000 000,00
Écarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	332 766,22	412 959,72
Report à nouveau (+/-)	745 645,23	69 634,07
Résultat de l'exercice +/-	6 457 551,09	5 426 011,16
Total du passif	1 471 002 485,23	1 435 159 309,02

Hors-bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	40 457 235,25	40 542 779,71
Engagements donnés de l'activité bancaire	21 311 695,65	18 998 393,91
Engagements de financement	19 145 539,60	21 544 385,80
Engagements de garantie	0,00	0,00
Engagements sur titres	0,00	0,00
Engagements donnés de l'activité d'assurance	0,00	0,00
Engagements reçus	299 000 000,00	299 000 000,00
Engagements reçus de l'activité bancaire	0,00	0,00
Engagements de financement (*)	0,00	0,00
Engagements de garantie	299 000 000,00	299 000 000,00
Engagements sur titres	0,00	0,00
Engagements reçus de l'activité d'assurance	0,00	0,00

(*) Les informations concernant les instruments financiers à terme sont présentés dans le point 7.1 de l'annexe aux comptes

II. — Compte de résultat comptes sociaux.

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	64 032 119,06	70 226 428,13
Intérêts et charges assimilées	26 897 494,12	29 634 881,58
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	0,00	0,00
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	0,00	0,00
+ Produits sur opérations de location simple	0,00	0,00
Charges sur opérations de location simple	0,00	0,00
+ Revenus des titres à revenu variable	30 955,83	33 603,96
+ Commissions (produits)	15 182 670,74	13 296 959,81
Commissions (charges)	1 543 783,39	2 487 074,16
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0,00	0,00
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-195 076,40	-68 456,92
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 540 223,24	3 249 160,41
Autres charges d'exploitation bancaire	0,00	0,00
Produit net bancaire	53 149 614,96	54 615 739,65
Charges générales d'exploitation	39 694 098,29	44 577 753,19
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	694 191,18	440 988,65
Résultat brut d'exploitation	12 761 325,49	9 596 997,81
+/- Coût du risque	-2 555 506,20	-2 552 137,51
Résultat d'exploitation	10 205 819,29	7 044 860,30
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	26 050,00	69 700,00
Résultat courant avant impôt	10 231 869,29	7 114 560,30
+/- Résultat exceptionnel	-68 091,70	18 107,38
Impôt sur les bénéfices	3 786 420,00	1 889 375,00
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	80 193,50	182 718,48
Résultat net	6 457 551,09	5 426 011,16

III. — Annexe aux comptes sociaux.

1. — Fait marquant de l'exercice et permanence des méthodes.

Aucun fait significatif n'a été identifié sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, aucun changement de méthode n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

2. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

2.1. Règles générales. — Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions de la réglementation comptable applicable aux établissements de crédit. La présentation des comptes annuels est effectuée sous la forme publiable préconisée par le Règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

2.2. :Principes comptables :

Principes d'évaluation et de présentation des opérations avec la clientèle. — En application du règlement ANC 2014-07, les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. L'étalement est calculé par dossier, proportionnellement aux intérêts restant à percevoir, rapportés au total des intérêts du prêt sur sa durée de vie.

Les engagements par signature constituant le hors bilan comprennent les engagements irrévocables de financement n'ayant pas encore donné lieu à mise à disposition des fonds ainsi que les découverts autorisés pour l'activité de comptes à vue.

Il n'a pas été mis en place de provision collective.

— Créances douteuses : Les créances sur la clientèle, qui comprennent les crédits à la clientèle et les comptes ordinaires débiteurs, sont classées en créances douteuses dès lors qu'elles présentent un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total, font l'objet d'une procédure contentieuse et, en tout état de cause, lorsqu'une ou plusieurs échéances de plus de trois mois demeurent impayées. Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours du débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées, en l'absence de déchéance du terme, en encours sains lorsque le paiement des échéances contractuelles d'origine a repris depuis 36 mois.

Lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, les créances douteuses concernées sont identifiées comme encours douteux compromis. Ce classement intervient nécessairement à la déchéance du terme, et en tout état de cause un an après le passage en encours douteux.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en autres produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées lors de leur encaissement.

— Dépréciation des créances douteuses : Les créances douteuses font l'objet de dépréciations enregistrées en diminution de l'actif, destinées à couvrir la perte probable qui en résultera. Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, ces dépréciations correspondent, en valeur actualisée, à l'ensemble des pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les pertes provisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux provisionnels. Leur estimation fait l'objet d'une approche statistique pour les catégories d'encours visées.

Une approche statistique différenciée est retenue dès lors que des segments de l'encours douteux présentent des caractéristiques de récupération non similaires.

Pour la généralité des créances douteuses, les flux provisionnels et leur étalement dans le temps sont déterminés sur la base d'une estimation du taux de passage en déchéance du terme des créances et d'une loi statistique de recouvrement après prononciation de la déchéance du terme. Ces flux sont actualisés au taux de rendement moyen des prêts sur 24 mois glissants.

Pour les créances restructurées dans le cadre de la législation afférente au surendettement, des lois statistiques spécifiques de récupération après passage en douteux sont appliquées.

Par exception, les encours dont les caractéristiques conduisent à écarter une approche statistique font l'objet d'une estimation individuelle des pertes latentes. Les flux provisionnels ne sont alors actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative.

Les dotations liées aux dépréciations des créances douteuses pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque.

Les reprises de dépréciation liées à l'impact du temps sur l'actualisation sont inscrites en diminution du coût du risque.

Les intérêts et frais refacturés comptabilisés sur les créances douteuses sont intégralement provisionnés.

— Obligation de consolidation et traitement des opérations de Titrisation : En référence à l'article 4111-1 du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable, Socram Banque établit des comptes consolidés en référentiel comptable français.

Socram Banque a mis en place en 2009, une première opération de titrisation non déconsolidante, pour des montants significatifs, en créant le compartiment Titrisocram 2009-01. Ce compartiment a été dissout en juin 2011.

Par conséquent, Socram Banque publie depuis cette date des comptes consolidés.

Une opération de titrisation, avec la création d'un nouveau Fonds Commun de Titrisation, a été réalisée en novembre 2015 pour un montant global de 510M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 453.9M€ sur les marchés, les obligations mezzanines et subordonnées ont été conservées. Cette opération était rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement a été effectué en novembre 2016.

Une nouvelle opération de titrisation, avec la création d'un nouveau Fonds Commun de Titrisation, a été réalisée en octobre 2017 pour un montant global de 486 M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 450 M€ sur les marchés, les obligations mezzanines et subordonnées ont été conservées. Cette opération était rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement a été effectué en octobre 2018.

Les créances cédées lors d'opérations de titrisation cessent de figurer au bilan de l'établissement.

Les obligations et parts résiduelles émises par le Fonds Commun de Titrisation, et rachetées par la société sont enregistrées à leur prix d'acquisition en « Titres de placement ».

Les intérêts de ces parts sont comptabilisés prorata temporis.

Dans le cas d'une valorisation négative des swaps de couverture conclus dans le cadre des opérations de titrisation, Socram Banque s'est engagée, par la signature d'annexes de remise en garantie, à apporter des liquidités à hauteur de cette valorisation.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Mouvements de l'exercice		
Créances cédées au cours de l'exercice *	176 249	514 742
Obligations mezzanines et subordonnées souscrites	0	36 490
Fonds de réserve constitué	-1 759	4 379
Parts résiduelles souscrites	0	0.3
Bilan		
Obligations mezzanines et subordonnées	92 620	92 620
Fonds de réserve	5 545	7 304
Parts résiduelles	0.6	0.6
Annexe de remise en garantie liée aux swaps	2 180	2 180
Engagement Instruments Financiers à Terme		
Notionnel swap	474 033	655 995
Compte de résultat		
Commission de gestion et recouvrement	3 427	2 636
Intérêts parts résiduelles	13 977	11 305
Différentiel sur Swap de taux	1 833	1 412
(*) Ces variations résultent du rechargement du Fonds Commun de Titrisation Titrisocram 2017.		

Portefeuille de titres. — Sont considérés comme titres, à revenus fixe ou variable les titres du marché interbancaire, les bons du trésor et autres titres de créances négociables émis en France ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, valeurs mobilières émises en France ou à l'étranger, d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable sur le marché. Ils sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement et titres de participation, parts dans les entreprises liées ou autres titres détenus à long terme selon les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession et la nature des gains obtenus.

À la clôture de l'exercice, le portefeuille de titres de la société comprend des titres de placement, des titres de transaction ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées. Socram Banque ne réalise pas d'activité spécialisée de gestion de portefeuille et de portefeuille de transaction.

— Titres de placement : Ces titres ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement acquis à titre onéreux sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Ceux acquis à titre gratuit, par voie d'échange ou reçus à titre d'apport en nature sont comptabilisés à leur valeur vénale. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

Ils comprennent les titres suivants :

- Obligations mezzanines et subordonnées émises par le Fonds Commun de Titrisation et souscrites par Socram Banque,
- SICAV souscrites afin de constituer le coussin de liquidité en lien avec le nouveau ratio de liquidité court terme (LCR).

À la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

— Titres de transaction : Dans cette catégorie, la société détient principalement des Sicav de trésorerie. Ils sont évalués sur la base du dernier cours connu à la clôture de l'exercice. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

— Titres d'investissement : La société ne détient pas de titres d'investissement.

— Titres de participations et parts dans les entreprises liées : Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en

assurer le contrôle. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. Les revenus attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « revenus des titres à revenu variable ».

À la clôture de l'exercice les titres de participation et parts dans les entreprises liées concernent trois SCI propriétaires des immeubles d'exploitation, ainsi qu'une EURL qui gère les investissements. Ils sont évalués à leur valeur d'utilité estimée par référence à différents critères tels que capitaux propres, actif net comptable réévalué, éléments prévisionnels.

Conformément aux règles et normes de la profession, la valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres. Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés ».

Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont évaluées conformément à la réglementation sur les actifs. Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les composants d'une immobilisation pour lesquels des durées d'utilisations différentes sont constatées, sont immobilisés de façon distincte.

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation attendues. Lorsque l'octroi d'un avantage fiscal est subordonné à sa comptabilisation sous la forme d'un « amortissement » ne correspondant pas à une dépréciation, l'« amortissement dérogatoire » qui en résulte est porté au passif sous le poste « provisions réglementées » inclus dans les capitaux propres.

Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Dettes :

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées selon leur durée initiale et la nature de ces dettes.

Les intérêts courus sur ces dettes sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— Dettes représentées par un titre : Les dettes représentées par un titre sont ventilées par type de support. Elles concernent des titres de créances négociables.

Les frais d'émission sont constatés en charge à l'émission des opérations.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— Dettes subordonnées : Le poste concerne le fonds mutuel de garantie (note 4.6).

Opérations de couverture. — Les instruments financiers à terme correspondent à des instruments de taux d'intérêt à terme.

Dans tous les cas, Socram Banque intervient sur les marchés d'instruments financiers à terme dans une optique de couverture de sa marge financière.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture et affectés dès l'origine à un élément, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers de couverture et de gestion du risque global de taux sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

Les soultes payées lors de la résiliation d'un contrat sont comptabilisées en charges.

La valeur de marché des instruments financiers à terme, mentionnée en annexe (note 7.1), résulte d'un calcul établi à partir de paramètres de valorisation de marché. Les valorisations sont déterminées en interne, elles sont cependant comparées avec les éléments de valorisation obtenus auprès des contreparties.

3. – Notes sur le bilan actif.

Caisse, Banque Centrale, CCP. — Ce poste regroupe notamment les comptes de réserves obligatoires à la Banque de France, les encours centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'épargne, provenant de la collecte des livrets réglementés.

La durée des encours centralisés est liée à la durée des livrets d'épargne concernés (livret A, LDD et LEP).

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Caisse	0	0
Encaisse DAB	0	74
Banque postale	18	8
Banque de France	15 494	10 603
Caisse Dépôts et Consignations	180 409	156 819
Total	195 921	167 504

Durée résiduelle (En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Caisse	0	0	0	0	0	0	0
Compte encaisse DAB	0	0	0	0	0	0	74
Banque Postale	18	0	0	0	0	18	8
Banque de France	0	0	0	15 494	0	15 494	10 603
Caisse Dépôts et Consignation	0	0	0	180 409	0	180 409	156 819
Total	18	0	0	195 903	0	195 921	167 504

Les encours centralisés se sont accrus en lien avec l'augmentation des encours de Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Épargne Populaire souscrits par la clientèle.

Créances sur les établissements de crédit. — Ce poste regroupe les disponibilités bancaires, des comptes ordinaires à vue.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes bancaires à vue	116 991	104 316
Compte à terme	0	0
Valeurs non imputées	0	0
Total	116 991	104 316

Durée résiduelle (En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts	116 991	0	0	0	0	116 991	104 316
Total	116 991	0	0	0	0	116 991	104 316

Opérations avec la clientèle. — Le montant des concours à la clientèle représente la totalité des crédits en cours, à l'exception des créances titrisées, ainsi que les comptes débiteurs pour les activités Compte à vue et Épargne. Ce poste comprend également les encours douteux, nets de provisions.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes ordinaires débiteurs	6 518	0	0	0	0	6 518	5 574
Crédits de trésorerie	70 963	67 790	125 872	505 545	87 441	857 611	834 910
Encours douteux (nets de provision)	18 165	0	0	0	0	18 165	18 452
Créances rattachées	1 844	0	0	0	0	1 844	1 728
Total	97 490	67 790	125 872	505 545	87 441	884 138	860 664

— Créances douteuses activité crédit :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Encours sains hors créances rattachées	856 093	833 339
Dont créances restructurées inscrites en encours sains	464	512
Encours douteux hors créances rattachées	46 303	49 334
Dont encours douteux compromis hors créances rattachées	37 117	40 194
Provisions pour dépréciation des créances y compris provision pour actualisation et décote Neiertz	28 636	31 324
Provision pour dépréciation des douteux compromis	23 243	25 897
Taux de couverture	61.84 %	63.49 %
Encours global activité crédit	875 477	852 987
Taux d'encours douteux	5.29 %	5.78 %
Taux de provisionnement global (Provisions/Encours global)	3.27 %	3.67 %

— Créances douteuses activité compte à vue :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Encours sains hors créances rattachées	8 036	7 145
Encours douteux hors créances rattachées	2 392	2 092
Dont encours douteux compromis hors créances rattachées	0	0
Provisions pour dépréciation des créances	1 917	1 675
Taux de couverture	80.14 %	80.10 %
Encours global débiteur CAV / Épargne	8 661	7 677

Obligations et autres titres à revenu fixe. — Socram Banque a souscrit en fin 2013 des Obligations À Terme à taux fixe, afin de constituer partiellement le coussin de liquidité, les dernières sont arrivées à terme en 2018.

Ce poste comprend également les titres mezzanines et subordonnés émis par le Fonds commun de titrisation.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
OAT taux fixe	0	8 139
FCT obligations mezzanines et subordonnées	92 620	92 620
Créances rattachées	13	153
Total	92 633	100 912

Actions et autres titres à revenu variable. — Ce poste comprend notamment les SICAV. Une partie de ces titres sont éligibles dans les actifs liquides de haute qualité de niveau 1, pour le calcul du LCR.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
SICAV éligibles au LCR	24 780	70 208
SICAV monétaires	96 045	61 999
Total	120 825	132 207

Tableau des participations et parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	% De détention	Capital	Capitaux propres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances consentis	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat de l'exercice
SCI 2 rue du 24 Février	99,99%	799	2 398	799	799		458	315
SCI du Vieux Colombier	99,99%	459	672	459	459		42	26
SCI 24/24	99,99%	1	-2 054	1	1	9 035	349	-238
Eurl SOCRAM Immobilisations	100%	10	179	10	10	750	830	31

Socran banque est engagée vis-à-vis de la Société Générale, à parfaire la trésorerie de la SCI 24/24, jusqu'au remboursement intégral par cette dernière du prêt consenti pour l'acquisition de l'immeuble situé 24 rue du 24 février à Niort.
Aucune des filiales n'a procédé à la distribution de dividendes au cours de l'exercice.

Valeurs immobilisées :

— Modalités d'amortissement :

	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels et licences	Linéaire	4 ans
Agencements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans

— Mouvements de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture	Amort. Et Prov.	Montant net
Immobilisations incorporelles en cours	724	0	199	525	0	525
Certif. D'association	4	0	0	4	0	4
Logiciels	18 687	2 067	0	20 754	18 258	2 496
Immobilisations incorporelles	19 415	2 067	199	21 283	18 258	3 025
Agencements	1 387	0	1 387	0	0	0
Mob. de bureau et Mat. Informatique	232	0	232	0	0	0
Immobilisations corporelles	1 619	0	1 619	0	0	0
Autres participations	1 269	0	0	1 269	0	1 269
Autres immobilisations Finance	10 404	0	588	9 816	0	9 816
Participations	11 673	0	588	11 085	0	11 085
Total général	32 707	2 067	2 406	32 368	18 258	14 110

Les immobilisations incorporelles en cours concernent principalement le projet de développement du crédit digital pour 505 K€. Autres actifs

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Fonds de réserve FCT et collatéral Swap	7 725	9 484
Créances FCT Titrisocram	0	0
Divers	3 049	7 351
Total	10 774	16 835

Autres comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Remises à l'encaissement et autres instances	1 995	1 800
Charges ou produits constatés d'avance	584	374
Créances rattachées sur titres	0	0
Produits à recevoir sur IFT	22	30
Autres produits à recevoir	5 841	6 557
Créances FCT Titrisocram	27 168	30 438
Total	35 610	39 199

4. – Notes sur le bilan passif.

Dettes envers les établissements de crédit. — Ce poste représente les encours de refinancement obtenus d'établissements de crédit. En durée restante, la ventilation est la suivante :

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes et emprunts	10 984	0	0	0	0	10 984	11 216
A vue	10 675	0	0	0	0	10 675	10 730
À terme	309	0	0	0	0	309	486
Total	10 984	0	0	0	0	10 984	11 216

Opérations avec la clientèle. — Cette rubrique augmente avec le développement des activités Compte à vue et Épargne, elle regroupe les éléments suivants :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes à vue	363 923	329 481
Comptes d'épargne	589 624	513 607
Dont compte Épargne-logement	1 360	1 166
Dont plan Épargne-logement	12 067	12 156
Dettes rattachées	97	98
Comptes d'instance	179	238
Total	953 823	843 424

Dettes représentées par un titre. — Ce poste regroupe essentiellement les opérations de refinancement de Socram Banque (titres négociables à terme et emprunts obligataires).

En durée résiduelle, la ventilation des dettes représentées par un titre est la suivante :

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Titres négociables à terme	60 000	110 000	0	0	0	170 000	230 000
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0
Taux fixe	0	0	0	0	0	0	0
Taux variable	0	0	0	0	0	0	0
Taux révisable	0	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées aux opérations sur titres	-10	0	0	0	0	-10	-27
Intérêts courus sur titres négociables	-10	0	0	0	0	-10	-27
Intérêts courus sur emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0
Total	59 990	110 000	0	0	0	169 990	229 973

Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dépôt de garantie versé	188	165
État impôts	2 594	1 422
Personnel, organismes sociaux	4 288	4 066
Fournisseurs	92	831
Divers	1 026	1 007
Dettes FCT Titrisocram	30 024	34 677
Total	38 212	42 168

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Remises à l'encaissement et autres instances	5 168	15 193
Charges à payer sur IFT	94	373
Autres charges à payer	10 182	11 835
Total	15 444	27 401

Provisions pour risques et charges. — Les mouvements en suspens liés à l'activité Compte à vue avec plus de trois mois d'ancienneté font l'objet d'un provisionnement.

Les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision pour risque et charges inscrite en passif du bilan.

Une provision pour litiges a été constituée pour couvrir le risque sur des procédures en cours.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes suspens Banque	21	10
Provisions liée aux Plans Épargne Logement	279	482
Provisions pour litiges	213	0
Total	513	492

Dettes subordonnées

Ce poste recouvre l'ensemble des souscriptions des emprunteurs au Fonds Mutuel de Garantie, constitué entre tous les emprunteurs de Socram Banque.

Son fonctionnement et son contrôle sont décrits dans le règlement intérieur du Fonds Mutuel de Garantie des emprunteurs de Socram Banque.

La souscription au fonds de garantie demeure fixée à 2 % du crédit consenti. Elle alimente le « Fonds A ». Avec l'entrée en vigueur du CRD IV, ce dernier n'est plus éligible dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Le fonds de garantie A ainsi que les produits financiers issus de son placement, qui alimentent le « Fonds B », sont destinés à couvrir le risque d'irrecouvrable des créances des sociétaires défallants.

— Évolution du fonds mutuel de garantie sur l'exercice en K€ :

	Solde au 31/12/17	Souscriptions	Remboursements	Capitalisation des produits	Utilisation par Socram	Utilisation	Rentrées sur créances	Solde au 31/12/18
Fonds A	55 188	9 389	-11 734	0	-691	0	0	52 152
Fonds B	10 726	0	0	464	0	-2 901	2 028	10 317
Réservation fonds b	-9 654	0	0	0	0	369	0	-9 285
Total	56 260	9 389	-11 734	464	-691	-2 532	2 028	53 184

Le fonds B fait l'objet d'une gestion par génération annuelle de prêts. À titre prudentiel et comme l'exercice précédent, la réservation du fonds B est limitée à 90 %.

Capitaux propres hors FRBG :

— Tableau de variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total capitaux propres
Situation au 31/12/2016	70 000	16 316	122 000	596	774	13 846	223 532
Variation de l'exercice							
Distributions effectuées							4 550
Affectation du résultat de l'exercice précédent			10 000		-704	-13 846	-4 550
Résultat de l'exercice						5 426	5 426
Situation au 31/12/2017	70 000	16 316	132 000	413	70	5 426	224 225
Variation de l'exercice							
Distributions effectuées							1 750
Affectation du résultat de l'exercice précédent			3 000		676	-5 426	-1 750
Résultat de l'exercice						6 458	6 458
Situation au 31/12/2018	70 000	16 316	135 000	333	746	6 458	228 853

Le capital est composé de 3 500 000 actions d'un montant nominal de 20 Euros.

Les primes d'émission proviennent de l'augmentation de capital effectuée en 1995 pour 1 761K€ et des augmentations de capital effectuées en 1999 pour 14 555 K€.

Les réserves comprennent :

La réserve légale pour un montant de :	7 000 K€
Les réserves facultatives pour un montant de :	128 000 K€

Les provisions réglementées concernent les amortissements dérogatoires, les variations correspondent aux dotations où reprises nettes de l'exercice.

5. – Hors-bilan.

Engagements de financement donnés :

— Crédit acquisition véhicules : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits acquisition véhicules" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 14 463 K€.

— Crédit travaux : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits travaux" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 4 683 K€.

— Découverts autorisés non utilisés : Le montant des découverts autorisés et non utilisés, dans le cadre de l'activité Comptes à vue, s'élève à 21 311 K€.

Engagements de garantie reçue. — Un engagement de soutien des actionnaires en cas de crise de liquidité a été mis en place en août 2015, le montant global s'élève à 299 000 K€, il se répartit conformément à la répartition du capital social.

6. – Compte de résultat.

La société en participation SEP MASC portant les activités Comptes à vue (CAV) et Épargne bancaire ayant été dissoute le 31/12/2016, Socram Banque supporte l'intégralité du résultat de ces activités dans ses comptes depuis le 1er janvier 2017.

Charges :

— Intérêts et charges assimilées : Ce poste comprend toutes les sommes versées aux organismes bancaires au titre des opérations de trésorerie, des opérations interbancaires, des opérations sur titres, ainsi que les charges sur instruments de taux et de recouvrement.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Charges sur opérations de trésorerie	11 113	11 997
Charges sur opérations à la clientèle	11 025	11 092
Charges sur opérations sur titres	555	1 471
Charges sur prestations de services financiers	3 739	4 577
Autres charges d'exploitation bancaire	465	498
Total	26 897	29 635

— Commissions constatées en charges :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Commissions de placement	145	103
Commissions sur opérations de hors bilan	1 196	1 986
Commissions sur prestations de services financiers	203	294
Commissions sur opérations sur titres	0	104
Total	1 544	2 487

— Charges générales d'exploitation :
Ce poste comprend :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Charges externes	20 588	25 824
Impôts et taxes	674	675
Charges de personnel	18 432	18 079
Total	39 694	44 578

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi a été comptabilisé en déduction des charges de personnel, il s'élève pour l'exercice à 273 K€.

— Dotations aux amortissements : Elles correspondent à la dépréciation économique des immobilisations.

— Coût du risque activité Crédit :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dotations nettes aux provisions	-2 688	-2 986
Passages en pertes	6 584	7 018
Rentrées sur créances amorties	-2 066	-1 984
Garantie des pertes Mutuelles	-29	-38
Coût du risque avant Fonds de garantie B	1 801	2 010
Recours à exercer sur Fonds B	369	498
Pertes imputées sur Fonds B	-2 901	-3 005
Rentrées sur créances transférées sur Fonds B	2 028	1 955
Coût du risque	1 297	1 458

— Coût du risque activité Comptes à vue / Épargne :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dotations nettes aux provisions	242	292
Passages en pertes	1 148	813
Rentrées sur créances amorties	-131	-11
Coût du risque	1 259	1 094

— Charges exceptionnelles : Elles concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Provisions Risques et Charges	11	10
Extourne Provision exercice précédent	0	50
Charges liées activité CAV / Épargne	26	34
Pertes fraudes cb	140	95
Charges liées activité Crédit	60	32
Total	237	221

— Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	Résultat	Impôt sur les sociétés
Résultat d'exploitation	10 206	3 504
Gains/pertes sur actifs immobilisés	26	9
Résultat exceptionnel	-68	-23
Résultat avant IS	10 244	3 517

— Dotations aux provisions réglementées : Elles correspondent principalement aux amortissements dérogatoires sur les immobilisations incorporelles.

Produits :

— Intérêts et produits assimilés :

Ils se décomposent principalement en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Produits sur opérations de trésorerie	13 799	12 893
Produits sur opérations à la clientèle	32 027	41 554
Produits de placements	2 519	1 399
Intérêts de la part résiduelle	13 976	11 305
Produits sur prestations de services financiers	916	2 007
Rentrées sur créances détitrisées	795	1 068
Total	64 032	70 226

— Commissions produits :

Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Commissions sur opérations interbancaires	-7	50
Commissions sur opérations à la clientèle	11 763	10 611
Commissions sur prestations de services financiers	3 427	2 636
Total	15 183	13 297

— Autres produits d'exploitation bancaire :

Ils concernent :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Commissions d'apport assurance en couverture de prêt	2 540	3 249
Total	2 540	3 249

— Produits exceptionnels :

Ils concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Produits liés activité CAV / Épargne	23	8
Produits liés activité Crédit	105	63
Extourne provision exercice précédent	41	168
Total	169	239

7. – Informations complémentaires.

Engagements sur instruments financiers à terme. — Les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt, destinées à réduire l'exposition globale de l'établissement au risque de taux n'ont pas à figurer dans les postes de hors bilan.

À titre d'information, les contrats non dénoués, sont regroupés en deux catégories :

- Les swaps payeurs taux fixe, destinés à couvrir les impasses futures à taux fixe par bande de maturité.
- Les swaps payeurs taux variable destinés à couvrir le risque attaché aux swaps des opérations de titrisation.

Positions conditionnelles (En milliers d'Euros)	Total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans
SWAPS liés aux titrisations	474 033	221 975	252 058
Autres SWAPS payeurs taux fixe	281 988	161 539	120 449
Total	756 021	383 514	372 507

Compte tenu de la baisse des taux courts depuis leur conclusion, la valorisation des SWAP en valeur de marché à la clôture de l'exercice fait ressortir une moins-value latente de 434 K€.

Dans le cas d'une valorisation négative des swaps de couverture conclus dans le cadre des opérations de titrisation, Socram Banque s'est engagée, par la signature d'annexes de remise en garantie, à apporter des liquidités à hauteur de cette valorisation. À la clôture de l'exercice, cette somme est de 2 180 K€.

Créances garanties par des sûretés réelles. — A titre de garantie, Socram Banque procède sur certains contrats de crédit :

- à la prise de gage sur certains véhicules automobiles,
- au nantissement de licences de taxis.

Contrat d'assurance sur le risque Crédit attaché aux licences taxis. — Le risque d'insolvabilité des dossiers de financement des licences de taxi, octroyés depuis le 1er mai 2008, est garanti par un contrat d'assurance-crédit sur la totalité de leurs encours. Ce risque portant sur les 8 premières années et les 2 dernières années de ces financements est garanti selon des procédures prévues dans ledit contrat.

Indemnités de départ à la retraite. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite s'élèvent à la clôture de l'exercice à la somme de 993 K€.

Cet engagement est couvert par un contrat d'assurance souscrit auprès de Mutavie.

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice. — Le total des jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration s'élève à 73.75 K€.

Le total des rémunérations allouées aux membres de l'organe de Direction s'établit à 532 K€.

Effectifs moyens par catégorie :

	2018	2017
Cadre	77	84
Non cadre	170	166

Transactions avec les parties liées. — Au cours de l'exercice, il n'a pas été mis en place de transactions significatives avec des parties liées, qui ne seraient pas conclues à des conditions normales de marché.

Événements postérieurs à la clôture. — A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, il n'existe pas d'évènement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes annuels.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

A l'assemblée générale,

SOCRAM Banque
2 rue du 24 Février
BP 8426
79092 Niort cedex

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCRAM Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé n° 1 : dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle portant sur les crédits à la consommation

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Les dépréciations des créances sur la clientèle portant sur les crédits à la consommation s'élèvent à 28,6 M€ au 31 décembre 2018 dans les comptes individuels.</p> <p>Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation dont le montant est évalué à l'aide d'un modèle statistique qui à partir des données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs attendus de ces créances tel qu'indiqué dans la note 2.2.1 des annexes aux comptes individuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations sur créances douteuses sur la clientèle constitue un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan mais également de la sensibilité du montant des dépréciations aux hypothèses appliquées dans le modèle statistique précité.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations sur les créances douteuses sur la clientèle</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de calcul des dépréciations de ces créances. – Testé avec l'aide de nos spécialistes les données utilisées pour alimenter ces modèles sous-tendant les dépréciations de ces créances. – Procédé à un examen des données et des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des dépréciations de ces créances.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes.

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOCRAM Banque par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2004 pour le cabinet Groupe Y Audit et du 5 mai 2010 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Groupe Y était dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 9^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit et des risques. — Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Niort, le 6 mai 2019.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Nicolas Wilfart ;

GROUPE Y Audit :
Christophe Malécot.

B. — Comptes Consolidés 2018.**I. — Bilan.**
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	345 775 900,92	309 626 801,87
Opérations avec la clientèle	1 424 634 404,73	1 579 134 684,68
Opérations de crédit-bail et assimilées	0,00	0,00
Obligations et autres titres à revenu fixe	0,00	8 279 350,80
Actions et autres titres à revenu variable	120 824 754,21	132 206 332,27
Placement des entreprises d'assurance	0,00	0,00
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	0,00	0,00
Immobilisations corporelles et incorporelles	15 313 870,73	15 266 802,80
Écart d'acquisition	0,00	0,00
Compte de négociation et de règlement	0,00	0,00
Autres comptes de régularisation et actifs divers	14 018 309,81	17 506 272,22
Total de l'actif	1 920 567 240,40	2 062 020 244,64

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	12 894 296,74	13 439 971,28
Opérations avec la clientèle	953 755 367,67	843 359 788,32
Dettes représentées par un titre	644 027 754,68	886 003 338,18
Provision technique des entreprises d'assurance	0,00	0,00
Compte de négociation et de règlement	0,00	2 305,79
Autres comptes de régularisation et passif divers	25 375 120,22	36 926 748,98
Écart d'acquisition	0,00	0,00
Provisions	513 276,69	492 420,00
Dettes subordonnées	53 183 979,27	56 260 194,11
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0,00	0,00
Intérêts minoritaires	0,00	0,00
Capitaux propres hors FRBG	230 817 445,13	225 535 477,98
Capital souscrit	70 000 000,00	70 000 000,00
Primes d'émission	16 316 229,57	16 316 229,57
Réserves consolidées et autres	137 431 423,62	133 171 276,27
Résultat de l'exercice +/-	7 069 791,94	6 047 972,14
Total du passif	1 920 567 240,40	2 062 020 244,64

Hors-bilan	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés	40 457 235,25	40 542 779,71
Engagements donnés de l'activité bancaire	21 311 695,65	18 998 393,91
Engagements de financement	19 145 539,60	21 544 385,80
Engagements de garantie	0,00	0,00
Engagements sur titres	0,00	0,00
Engagements donnés de l'activité d'assurance	0,00	0,00
Engagements reçus	299 000 000,00	299 000 000,00
Engagements reçus de l'activité bancaire	0,00	0,00
Engagements de financement	0,00	0,00
Engagements de garantie	299 000 000,00	299 000 000,00
Engagements sur titres	0,00	0,00
Engagements reçus de l'activité d'assurance	0,00	0,00

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	71 411 857,39	76 558 380,83
Intérêts et charges assimilées	29 313 670,51	31 565 150,78
+ Revenus des titres à revenu variable	0,00	0,00
+ Commissions (produits)	11 755 899,59	10 661 259,21
Commissions (charges)	1 543 783,39	2 487 074,16
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0,00	0,00
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-195 076,40	-68 456,92
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 540 223,24	3 249 160,41
Autres charges d'exploitation bancaire	0,00	0,00
Produit net bancaire	54 655 449,92	56 348 118,59
Charges générales d'exploitation	38 264 915,40	42 835 645,14
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 025 658,54	1 933 476,03
Résultat brut d'exploitation	14 364 875,98	11 578 997,42
+/- Coût du risque	-3 563 655,85	-3 352 960,31
Résultat d'exploitation	10 801 220,13	8 226 037,11
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	37 299,99	69 700,00
Résultat courant avant impôt	10 838 520,12	8 295 737,11
+/- Résultat exceptionnel	-67 808,09	18 401,79
Impôt sur les bénéfices	3 700 920,09	2 266 166,76
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0,00	0,00
+/- Dotations / reprises des fonds pour risques bancaires généraux	0,00	0,00
+/- Intérêts minoritaires	0,00	0,00
Résultat net	7 069 791,94	6 047 972,14

III. — Annexe aux comptes consolidés.**1. — Obligation de consolidation.**

Socram Banque a mis en place en 2009, une première opération de titrisation non déconsolidante, pour des montants significatifs, en créant le compartiment Titrisocram 2009-01. Ce compartiment a été dissout en juin 2011.

Par conséquent, Socram Banque publie depuis cette date des comptes consolidés.

Une opération de titrisation, avec la création d'un nouveau Fonds Commun de Titrisation, a été réalisée en novembre 2015 pour un montant global de 510 M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 453.9 M€ sur les marchés, les obligations mezzanines et subordonnées ont été conservées. Cette opération était rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement a été effectué en novembre 2016.

Une nouvelle opération de titrisation, avec la création d'un nouveau Fonds Commun de Titrisation, a été réalisée en octobre 2017 pour un montant global de 486 M€. Le placement des titres prioritaires a permis de lever 450 M€ sur les marchés, les obligations subordonnées ont été conservées. Cette opération était rechargeable sur une période de 12 mois, le dernier rechargement a été effectué en octobre 2018.

2. — Fait marquant de l'exercice et permanence des méthodes.

Aucun fait significatif n'a été identifié sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, aucun changement de méthode n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

3. — Périmètre de consolidation et méthode de consolidation.

3.1. Détermination du périmètre. — Le périmètre de consolidation comprend, en l'absence d'entités sous contrôle conjoint ou sous influence notable tels que définis :

- Les sociétés sous contrôle exclusif, sur lesquelles l'entreprise consolidante dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles ;
- Les entités ad hoc, au sens de l'article 10052 du règlement 99-07 et du règlement 2004-04 du CRC, dès lors qu'elles sont contrôlées en substance ;

Les entités contrôlées qui ne présentent pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés peuvent être exclues du périmètre de consolidation. Cette situation est présumée lorsque le total de bilan ou le résultat d'une société n'a pas d'impact supérieur à 1 % sur l'ensemble consolidé.

Toutefois, une entité peut être incluse dans le périmètre de consolidation nonobstant ce seuil, lorsque son activité ou son développement escompté lui confère la qualité d'investissement stratégique.

3.2. Périmètre de consolidation et évolution :

Entités consolidées	2018		2017	
	Méthode de consolidation	% de contrôle et d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle et d'intérêt
SOCRAM Banque	SM		SM	
FCT Titrisocram 2017	IG	100 %	Entrante	100 %
FCT Titrisocram 2015	IG	100 %	IG	100 %
SOCRAM Immobilisations	IG	100 %	IG	100 %
SCI du 24 Février	IG	100 %	IG	100 %
SCI 24/24	IG	100 %	IG	100 %
SCI du Vieux Colombier	IG	100 %	IG	100 %

SM : société mère IG : intégration globale

3.3. Méthode d'intégration globale. — L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entités consolidées par intégration globale ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts minoritaires.

4. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

4.1. Règles générales. — La présentation des comptes annuels est effectuée sous la forme publiable préconisée par le Règlement CRC N° 99-07 modifié par les règlements 2000-01 et 2005-05 du CRC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

4.2. Changement de méthodes comptables. — Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

4.3. Principes d'évaluation des postes du bilan :

Présentation des opérations avec la clientèle. — Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constitués au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction font l'objet d'un étalement. Il est calculé par dossier, proportionnellement aux intérêts restant à percevoir, rapportés au total des intérêts du prêt sur sa durée de vie.

Les engagements par signature constituant le hors bilan comprennent les engagements irrévocables de financement n'ayant pas encore donné lieu à la mise à disposition des fonds ainsi que les découverts autorisés et non utilisés pour l'activité de comptes à vue.

Il n'a pas été mis en place de provision collective.

— Créances douteuses : Les créances sur la clientèle, qui comprennent les crédits à la clientèle et les comptes ordinaires débiteurs, sont classées en créances douteuses dès lors qu'elles présentent un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total, font l'objet d'une procédure contentieuse et, en tout état de cause, lorsqu'une ou plusieurs échéances de plus de trois mois demeurent impayées. Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours du débiteur.

Les créances douteuses peuvent être reclassées, en l'absence de déchéance du terme, en encours sains lorsque le paiement des échéances contractuelles d'origine a repris depuis 36 mois.

Lorsque les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, les créances douteuses concernées sont identifiées comme encours douteux compromis. Ce classement intervient nécessairement à la déchéance du terme, et en tout état de cause un an après le passage en encours douteux.

Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en autres produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées lors de leur encaissement.

— Dépréciation des créances douteuses : Les créances douteuses font l'objet de dépréciations enregistrées en diminution de l'actif, destinées à couvrir la perte probable qui en résultera. Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, ces dépréciations correspondent, en valeur actualisée, à l'ensemble des pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les pertes provisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux provisionnels. Leur estimation fait l'objet d'une approche statistique pour les catégories d'encours visées par les dispositions de l'article 2231-4 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Une approche statistique différenciée est retenue dès lors que des segments de l'encours douteux présentent des caractéristiques de récupération non similaires.

Pour la généralité des créances douteuses, les flux provisionnels et leur étalement dans le temps sont déterminés sur la base d'une estimation du taux de passage en déchéance du terme des créances et d'une loi statistique de recouvrement après prononciation de la déchéance du terme. Ces flux sont actualisés au taux de rendement moyen des prêts sur 24 mois glissants.

Pour les créances restructurées dans le cadre de la législation afférente au surendettement, des lois statistiques spécifiques de récupération après passage en douteux sont appliquées.

Par exception, les encours dont les caractéristiques conduisent à écarter une approche statistique font l'objet d'une estimation individuelle des pertes latentes. Les flux provisionnels ne sont alors actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative.

Les dotations liées aux dépréciations des créances douteuses pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en coût du risque. Les reprises de dépréciation liées à l'impact du temps sur l'actualisation sont inscrites en diminution du coût du risque. Les intérêts et frais refacturés comptabilisés sur les créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Portefeuille de titres. — Sont considérés comme titres, à revenus fixe ou variable les titres du marché interbancaire, les bons du trésor et autres titres de créances négociables émis en France ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, valeurs mobilières émises en France ou à l'étranger, d'une manière générale, toutes les créances représentées par un titre négociable sur le marché. Ils sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement selon les objectifs de détention, les conditions de refinancement, les critères de décision de cession et la nature des gains obtenus.

À la clôture de l'exercice, le portefeuille de titres de la société comprend des titres de placement, des titres de transaction ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées. Socram Banque ne réalise pas d'activité spécialisée de gestion de portefeuille et de portefeuille de transaction.

— Titres de placement : Ces titres ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction ni parmi les titres d'investissement. Les titres de placement acquis à titre onéreux sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Ceux acquis à titre gratuit, par voie d'échange ou reçus à titre d'apport en nature sont comptabilisés à leur valeur vénale. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

Ils comprennent les titres suivants :

— SICAV souscrites afin de constituer le coussin de liquidité en lien avec le ratio de liquidité court terme (LCR).

À la clôture des comptes, ils sont évalués sur la base du dernier cours connu pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, sont calculées ligne à ligne et donnent lieu à dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

— Titres de transaction : Dans cette catégorie, la société détient principalement des Sicav de trésorerie. Ils sont évalués sur la base du dernier cours connu à la clôture de l'exercice. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

— Titres d'investissement : La société ne détient pas de titres d'investissement.

Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont évaluées conformément à la réglementation sur les actifs. Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les composants d'une immobilisation pour lesquels des durées d'utilisations différentes sont constatées, sont immobilisés de façon distincte.

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées d'utilisation attendues. Les plus-values et les moins-values de cession sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Dettes :

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées selon leur durée initiale et la nature de ces dettes.

Les intérêts courus sur ces dettes sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— Dettes représentées par un titre : Les dettes représentées par un titre sont ventilées par type de support. Elles concernent des titres de créances négociables et des titres obligataires.

Les primes et frais d'émission sont amortis à l'émission des opérations.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont comptabilisés en résultat et portés en comptes de dettes rattachées.

— Dettes subordonnées : Le poste concerne le fonds mutuel de garantie (note sur le bilan se rapportant aux dettes subordonnées).

Opérations de couverture. — Les instruments financiers à terme correspondent à des instruments de taux d'intérêt à terme.

Dans tous les cas, Socram Banque intervient sur les marchés d'instruments financiers à terme dans une optique de couverture de sa marge financière.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture et affectés dès l'origine à un élément, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur l'élément couvert. Les charges et produits relatifs aux instruments financiers de couverture et de gestion du risque global de taux sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

La valeur de marché des instruments financiers à terme, mentionnée en annexe (note sur les informations complémentaires se rapportant aux engagements sur instruments financiers à terme), résulte d'un calcul établi à partir de paramètres de valorisation de marché. Les valorisations sont déterminées en interne, elles sont cependant comparées avec les éléments de valorisation obtenus auprès des contreparties.

5. – Notes sur le bilan actif.

Opérations interbancaires. — Ce poste regroupe principalement les comptes de réserves à la Banque de France, les encours centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'épargne, provenant de la collecte des livrets réglementés et les disponibilités bancaires.

Durée résiduelle (En milliers d'Euros)	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Caisse	0	0	0	0	0	0	0
Compte encaisse DAB	0	0	0	0	0	0	74
Banque de France réserves obligatoires	0	0	0	15 494	0	15 494	10 603
Encours centralisés	0	0	0	180 409	0	180 409	156 819
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts	149 873	0	0	0	0	149 873	142 131
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0
Valeur brute	149 873	0	0	0	0	149 873	142 131
Dépréciation	0	0	0	0	0	0	0
Valeur nette	149 873	0	0	0	0	149 873	142 131
Total	149 873	0	0	195 903	0	345 776	309 627

Les encours centralisés se sont accrus en lien avec l'augmentation des encours de Livret A, Livret de Développement Durable et Livret d'Épargne Populaire souscrits par la clientèle.

Opérations avec la clientèle. — Le montant des concours à la clientèle représente la totalité des crédits en cours, ainsi que les comptes débiteurs pour les activités Compte à vue et Épargne. Il s'élève à 1 424 634 K€ y compris les encours douteux, nets de provisions.

Ventilation des créances selon leur durée résiduelle (en K€) :

Durée résiduelle	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes ordinaires débiteurs	6 518	0	0	0	0	6 518	5 664
Crédits de trésorerie	130 655	123 564	225 994	816 799	96 179	1 393 191	1 548 934
Autres crédits à la clientèle	0	0	0	0	0	0	0
Encours douteux nets de provision	22 039	0	0	0	0	22 039	21 502
Créances rattachées	2 886	0	0	0	0	2 886	3 035
Total	162 098	123 564	225 994	816 799	96 179	1 424 634	1 579 135

Créances douteuses activité crédit (en K€)

	2018	2017
Encours sains hors créances rattachées	1 391 673	1 547 363
Dont créances restructurées inscrites en encours sains	464	512
Encours douteux hors créances rattachées	56 829	58 629
Dont encours douteux compromis hors créances rattachées	41 928	43 100
Provisions pour dépréciation des créances y compris provision pour actualisation et décote Neiertz	35 294	37 573
Provision pour dépréciation des douteux compromis	29 113	29 338
Taux de couverture	62.11 %	64.09 %
Encours global activité crédit	1 415 996	1 571 462
Taux d'encours douteux	4.01 %	3.73 %
Taux de provisionnement global (Provisions/Encours global)	2.49 %	2.39 %

Créances douteuses activité banque (en K€) :

	2018	2017
Encours sains hors créances rattachées	8 036	7 145
Encours douteux hors créances rattachées	2 392	2 092
Dont encours douteux compromis hors créances rattachées	0	0
Provisions pour dépréciation des créances	1 917	1 675
Taux de couverture	80.14 %	80.10 %
Encours global débiteur CAV / Épargne	8 638	7 673

Obligations et autres titres à revenu fixe (en K€). — Socram Banque a souscrit en fin 2013 des Obligations À Terme à taux fixe, afin de constituer partiellement le coussin de liquidité, les dernières sont arrivées à terme en 2018.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Oat	0	8 138
Créances rattachées	0	141
Total	0	8 279

Actions et autres titres à revenu variable (en K€). — Ce poste comprend notamment les SICAV. Une partie de ces titres sont éligibles dans les actifs liquides de haute qualité de niveau 1, pour le calcul du LCR.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
SICAV éligibles au LCR	24 780	70 208
SICAV monétaires	96 045	61 998
Total	120 825	132 206

Valeurs immobilisées :
— Modalités d'amortissement :

	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels et licences	Linéaire	4 ans
Agencements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Gros Œuvre	Linéaire	60 ans
Façade Étanchéité	Linéaire	30 ans
Équipements Techniques	Linéaire	20 ans
Aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans

Mouvements de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture	Amort. Et Prov.	Montant net
Immobilisations incorporelles en cours	724	0	199	525	0	525
Certif. D'association	4	0	0	4	0	4
Logiciels	21 983	2 217	0	24 200	21 231	2 969
Immobilisations incorporelles	22 711	2 217	199	24 729	21 231	3 498
Terrains	1 054	0	0	1 054	0	1 054
Constructions	9 574	0	0	9 574	4 691	4 883
Agencements	9 010	0	1 387	7 623	2 145	5 478
Matériel de transport	103	49	51	101	50	51
Mob. De bureau et Mat. Informatique	3 446	6	232	3 220	2 870	350
Immobilisations corporelles	23 187	55	1 670	21 572	9 756	11 816
Total général	45 898	2 272	1 869	46 301	30 987	15 314

Les immobilisations incorporelles en cours concernent les demandes d'évolution des progiciels et les coûts de développement du Crédit Digital pour 505 k€.

Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	2 018	2 017
Dépôt de garantie	2 182	2 182
Divers	4 759	8 290
Total	6 941	10 472

Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Remises à l'encaissement et autres instances	1 994	1 800
Charges ou produits constatés d'avance	584	374
Produits à recevoir sur IFT	22	30
Autres produits à recevoir	4 477	4 830
Total	7 077	7 034

6. – Notes sur le bilan passif.

Dettes envers les établissements de crédit. — Ce poste représente les encours de refinancement obtenus d'établissements de crédit. En durée restante, la ventilation est la suivante (en K€) :

Durée résiduelle	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Comptes et emprunts	11 064	79	158	1 256	337	12 894	13 440
A vue	10 675	0	0	0	0	10 675	10 730
À terme	389	79	158	1 256	337	2 219	2 710
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0
A vue	0	0	0	0	0	0	0
À terme	0	0	0	0	0	0	0
Total	11 064	79	158	1 256	337	12 894	13 440

Opérations avec la clientèle. — Cette rubrique augmente avec le développement des activités Compte à vue et Épargne, elle regroupe les éléments suivants :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes à vue	363 923	329 481
Comptes d'épargne	589 624	513 607
Dont Compte Épargne logement	1 360	1 166
Dont Plan Épargne logement	12 067	12 156
Dettes rattachées	97	98
Comptes d'instance	111	174
Total	953 755	843 360

Dettes représentées par un titre. — Ce poste regroupe essentiellement les opérations de refinancement de Socram Banque (titres de créances négociables et émissions obligataires liées à la titrisation).

En durée résiduelle, la ventilation des dettes représentées par un titre est la suivante, (en K€) :

Durée résiduelle	< 3 mois	3 mois < 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	+ 5 ans	Total 2018	Total 2017
Titres négociables à terme	60 000	110 000	0	0	0	170 000	230 000
Emprunts obligataires	61 645	57 533	102 797	252 058	0	474 033	655 995
Taux fixe	0	0	0	0	0	0	0
Taux variable	61 645	57 533	102 797	252 058	0	474 033	655 995
Taux révisable	0	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées aux opérations sur titres	-5	0	0	0	0	-5	8
Intérêts courus sur titres négociables	-10	0	0	0	0	-10	0
Intérêts courus sur emprunts obligataires	5	0	0	0	0	5	8
Total	121 640	167 533	102 797	252 058	0	644 028	886 003

Autres passifs :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
État	2 594	1 196
Personnel, organismes sociaux	3 394	4 066
Quote-part participants SEP	0	0
Remises à l'encaissement et autres instances	28	5
Autres charges à payer	10 434	12 316
Prime d'émission obligataire liée à la titrisation	1 510	2 788
Autres comptes de régularisation	3 630	12 398
Divers	3 785	4 158
Total	25 375	36 927

Provision pour risques et charges. — Les mouvements en suspens liés à l'activité Compte à vue avec plus de trois mois d'ancienneté font l'objet d'un provisionnement.

Les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision pour risque et charges inscrite en passif du bilan.

Une provision pour litiges a été constituée pour couvrir le risque sur des procédures en cours.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes suspens activité bancaire	21	10
Provisions liées aux Plans Épargne Logement	279	482
Provisions pour litiges	213	0
Total	513	492

Dettes subordonnées. — Ce poste recouvre l'ensemble des souscriptions des emprunteurs au fonds mutuel de garantie, constitué entre tous les emprunteurs de Socram Banque.

Son fonctionnement et son contrôle sont décrits dans le règlement intérieur du Fonds Mutuel de Garantie des emprunteurs de Socram Banque.

La souscription au fonds de garantie demeure fixée à 2 % du crédit consenti. Elle alimente le « Fonds A ». Avec l'entrée en vigueur du CRD IV, ce dernier n'est plus éligible dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Le fonds de garantie A ainsi que les produits financiers issus de son placement, qui alimentent le « Fonds B », sont destinés à couvrir le risque d'irrecouvrabilité des créances des sociétaires défaillants.

Évolution du fonds de garantie sur l'exercice :

	Solde au 31/12/2017	Souscriptions	Remboursements	Capitalisation des produits	Utilisation par Socram	Utilisation	Rentrées sur créances	Solde au 31/12/2018
Fonds A	55 188	9 389	-11 734	0	-691	0	0	52 152
Fonds B	10 726	0	0	464	0	-2 901	2 028	10 317
Réservation fonds b	-9 654	0	0	0	0	369	0	-9 285
Total	56 260	9 389	-11 734	464	-691	-2 532	2 028	53 184

Le fonds B fait l'objet d'une gestion par génération annuelle de prêts. À titre prudentiel et comme l'exercice précédent, la réservation du fonds B est limitée à 90 %.

Capitaux propres hors FRBG :

— Tableau de variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat net part de groupe	Capitaux propres consolidés part de groupe	Minoritaires	Capitaux propres consolidés de l'ensemble
Situation au 31/12/2016	70 000	16 316	124 567	12 808	223 691	0	223 691
Variation de capital							
Distributions effectuées					4 550	0	0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			8 604	-12 808	-4 204	0	-4 204
Résultat de l'exercice				6 048	6 048	0	6 048
Situation au 31/12/2017	70 000	16 316	133 171	6 048	225 535	0	225 535
Variation de capital							
Distributions effectuées					1 750	0	0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			4 260	-6 048	-1 788	0	-1 788
Résultat de l'exercice				7 070	7 070	0	7 070
Situation au 31/12/2018	70 000	16 316	137 431	7 070	230 817	0	230 817

Le capital est composé de 3 500 000 actions d'un montant nominal de 20 Euros.

Les primes d'émission proviennent de l'augmentation de capital effectuée en 1995 pour 1 761 K€ et des augmentations de capital effectuées en 1999 pour 14 555 K€.

8. – Hors bilan.

Engagements de financement donnés :

— Crédit acquisition véhicules : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits acquisition véhicules" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 14 463 K€.

— Crédit travaux : Le montant des engagements donnés au titre des "crédits travaux" dont la mise à disposition n'a pas été faite s'élève à 4 683 K€.

— Découverts autorisés non utilisés : Le montant des découverts autorisés et non utilisés dans le cadre de l'activité Banque de détail s'élève à 21 311 K€.

Engagements de garantie reçue. — Un engagement de soutien des actionnaires en cas de crise de liquidité a été mis en place le 17 août 2015, le montant global s'élève à 299 000 K€, il se répartit conformément à la répartition du capital social.

9. – Compte de résultat.

La société en participation SEP MASC portant les activités Comptes à vue et Épargne bancaire ayant été dissoute le 31/12/2016, Socram Banque supporte l'intégralité du résultat de ces activités dans ses comptes depuis le 1^{er} janvier 2017.

Charges :

— Intérêts et charges assimilées : Ce poste comprend toutes les sommes versées aux organismes bancaires au titre des opérations de trésorerie, des opérations interbancaires, des opérations sur titres, ainsi que les charges sur instruments de taux et de recouvrement.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Charges sur opérations de trésorerie	13 004	13 435
Charges sur opérations à la clientèle	11 026	11 092
Charges sur opérations sur titres	1 065	1 889
Charges sur prestations de services financiers	3 739	4 577
Charges diverses d'exploitation bancaire	480	572
Total	29 314	31 565

— Commissions constatées en charges :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Commissions sur opérations interbancaires	145	103
Commissions sur opérations de hors bilan	1 196	1 986
Commissions sur prestations de services financiers	203	294
Commissions sur opérations sur titres	0	104
Total	1 544	2 487

— Charges générales d'exploitation :
Ce poste comprend :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Charges externes	19 056	23 985
Impôts et taxes	776	772
Charges de personnel	18 433	18 079
Total	38 265	42 836

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi a été comptabilisé en déduction des charges de personnel, il s'élève pour l'exercice à 273 K€.

— Dotations aux comptes d'amortissement : Elles correspondent à la dépréciation économique des immobilisations.

— Coût du risque activité crédit :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dotations nettes aux provisions	-2 279	-3 033
Passages en pertes	7 367	8 014
Rentrées sur créances amorties	-2 250	-2 132
Garantie des pertes Mutuelles	-29	-38
Coût du risque avant Fonds de garantie B	2 809	2 811
Recours à exercer sur Fonds B	369	498
Pertes imputées sur Fonds B	-2 901	-3 005
Rentrées sur créances transférées sur Fonds B	2 028	1 955
Coût du risque	2 305	2 259

— Coût du risque activité CAV/Épargne :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dotations nettes aux provisions	242	292
Passages en pertes	1 148	813
Rentrées sur créances amorties	-131	-11
Coût du risque	1 259	1 094

— Charges exceptionnelles
Elles concernent principalement :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Provisions Risques et Charges	11	10
Extourne Provision exercice précédent	0	50
Charges liées activité CAV / Épargne	26	34
Pertes fraudes cb	140	95
Charges liées activité Crédit	60	32
Total	237	221

— Impôts sur les résultats : Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Tous les passifs d'impôts différés sont pris en compte ; en revanche, les actifs d'impôts différés ne sont portés à l'actif du bilan que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice, lorsque ces textes ne prévoient pas d'évolution du taux ou des règles fiscales applicables.

La Loi de Finances 2018, a institué une baisse du taux d'impôt de 34,43 % à 32.02 % à compter de 2019 puis à 28.92 % en 2020, 27.37% en 2021 et enfin à 25.82% en 2022. Cette disposition a conduit le groupe Socram Banque à revaloriser sa position nette d'impôts différés inscrite à son bilan et à comptabiliser un produit d'impôt différé de 170 K€ en 2018.

Preuve d'impôt (en K€) :

Résultat consolidé	7 070
Impôt comptabilisé	3 701
Résultat Consolidé avant impôt	10 771
Taux d'impôt applicable	32.02 %
Impôt théorique	3 449
Impact de la contribution sociale sur l'abattement de 760 MILLIERS D'EUROS	25
Crédit d'impôt famille	20
Impact des différentiels de taux	15
Impact des déficits fiscaux	
Produits transférés au FDG B	463
Rentées sur créances portées sur FDG B	2 028
Réservation FDG	369
Pertes sur créances irrécouvrables imputées sur FDG B	-2 901
Divers	152
Total des réintégrations et déductions permanentes	111
Impact des charges et produits définitivement non déductibles ou non imposables	38
Total impôt théorique	3 701
Impôt comptabilisé	3 701

— Impôt (IS) :

(En milliers d'Euros)	Résultat	Impôt sur les sociétés
Résultat d'exploitation	10 801	3 708
Gains/pertes sur actifs immobilisés	37	13
Résultat exceptionnel	-68	-23
Résultat avant IS	10 771	3 698

— Répartition impôt courant et différé :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Actifs d'impôts courants et différés	3 701	2 266
Impôts courants	3 995	2 425
Impôts différés	0	0
Passifs d'impôts courants et différés	0	0
Impôts courants	0	0
Impôts différés	294	159

Produits :

— Intérêts et produits assimilés :

Ils se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Produits sur opérations de trésorerie	13 799	12 893
Produits sur opérations à la clientèle	55 106	60 888
Produits de placements	1 591	771
Produits sur moyens de paiement	916	2 006
Total	71 412	76 558

— Commissions produits :
Elles se décomposent en :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Commissions sur opérations interbancaires	-7	50
Commissions sur opérations à la clientèle	11 763	10 611
Commissions sur prestations de services financiers	0	0
Total	11 756	10 661

— Autres produits d'exploitation bancaire :
Ils concernent :

(En milliers d'Euros)	2 018	2 017
Commissions d'apport assurance	2 540	3 249
Total	2 540	3 249

— Produits exceptionnels :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Produits liés activité CAV / Épargne	23	8
Produits liés activité Crédit	105	63
Extourne provision exercice précédent	41	168
Total	169	239

10. – Informations complémentaires.

Engagements sur instruments financiers à terme :

— **Les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt**, destinées à réduire l'exposition globale de l'établissement au risque de taux n'ont pas à figurer dans les postes de hors bilan.

À titre d'information, les contrats non dénoués, sont regroupés en deux catégories :

- Les swaps payeurs taux fixe, destinés à couvrir les impasses futures à taux fixe par bande de maturité.
- Les swaps payeurs taux variable destinés à couvrir le risque attaché aux swaps des opérations de titrisation, ces derniers étant annulés dans la consolidation du FCT Titrisocram.

Positions conditionnelles (En milliers d'Euros)	Total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans
SWAPS payeurs taux fixe liés aux titrisations	0	0	0
Autres SWAPS payeurs taux fixe	281 988	161 539	120 449
Total	281 988	161 539	120 449

Compte tenu de la baisse des taux courts depuis leur conclusion, la valorisation des SWAP en valeur de marché à la clôture de l'exercice fait ressortir une moins-value latente de 434 K€.

Dans le cas d'une valorisation négative des swaps de couverture conclus dans le cadre des opérations de titrisation, Socram Banque s'est engagée, par la signature d'annexes de remise en garantie, à apporter des liquidités à hauteur de cette valorisation. Au 31 décembre 2018, cette somme est de 2 180 K€.

Créances garanties par des sûretés réelles. — A titre de garantie, Socram Banque procède sur certains contrats de crédit :

- à la prise de gage sur véhicules automobiles,
- au nantissement des licences de taxis.

Contrat d'assurance sur le risque Crédit attaché aux licences taxis. — Le risque d'insolvabilité des dossiers de financement des licences de taxi, octroyés depuis le 1er mai 2008, est garanti par un contrat d'assurance-crédit sur la totalité de leurs encours. Ce risque portant sur les 8 premières années et les 2 dernières années de ces financements est garanti selon des procédures prévues dans ledit contrat.

Résultat par action. — En l'absence d'actions propres, d'options de souscription ou d'achat d'actions émises par le Groupe, le résultat par action est calculé en divisant le résultat par le nombre d'actions en circulation.

Honoraires commissaires aux comptes toutes taxes comprises. — Le montant des honoraires des commissaires aux comptes est le suivant (en K€) :

	Groupe Y	PWC
Mission légale d'audit des comptes sociaux et consolidés	63	63
Missions spécifiques	4	0

Indemnités de départ à la retraite. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite s'élèvent à la clôture de l'exercice à la somme de 993 K€.

Cet engagement est couvert par un contrat d'assurance souscrit auprès de Mutavie.

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice. — Le total des jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration s'élève à 73.75 K€.

Le total des rémunérations allouées aux membres de l'organe de Direction s'établit à 532 K€.

Effectifs moyens par catégorie

	2018	2017
Cadre	77	84
Non cadre	170	166

Transactions avec les parties liées. — Au cours de l'exercice, il n'a pas été mis en place de transactions significatives avec des parties liées, qui ne seraient pas conclues à des conditions normales de marché.

Événements postérieurs à la clôture. — A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, il n'existe pas d'événement postérieur à la clôture qui pourrait avoir un impact significatif sur les comptes annuels.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'assemblée générale,

SOCRAM Banque
2 rue du 24 Février
BP 8426
79092 Niort cedex

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SOCRAM Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

<p>Les dépréciations des créances sur la clientèle portant sur les crédits à la consommation s'élèvent à 35,3 M€ au 31 décembre 2018 dans les comptes consolidés.</p> <p>Les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation dont le montant est évalué à l'aide d'un modèle statistique qui à partir des données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes, détermine les flux futurs attendus de ces créances tel qu'indiqué dans la note 4.3.1 des annexes aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations sur créances douteuses sur la clientèle constitue un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan mais également de la sensibilité du montant des dépréciations aux hypothèses appliquées dans le modèle statistique précité.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations sur les créances douteuses sur la clientèle.</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de calcul des dépréciations de ces créances ; – Testé avec l'aide de nos spécialistes les données utilisées pour alimenter ces modèles sous-tendant les dépréciations de ces créances. – Procédé à un examen des données et des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des dépréciations de ces créances.
--	--

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SOCRAM Banque par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2004 pour le cabinet Groupe Y Audit et du 5 mai 2010 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Groupe Y était dans la 15^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 9^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés :

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit et des risques. — Nous remettons au comité d'audit et des risques un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 6 mai 2019.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Nicolas WILFART ;

GROUPE Y Audit :
Christophe MALÉCOT.

VI. — Le rapport de gestion

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux ainsi que le rapport de gestion sur les comptes consolidés sont tenus à disposition du public sur simple demande au siège social 2 rue du 24 février 79000 NIORT.